

CONGO – AFRIQUE
XLIII^e année — n° 378

**Nord-Est de la République Démocratique du Congo :
armes, minerals et ethnies**

Octobre 2003

Introduction

Il y a plusieurs Ituri en République Démocratique du Congo. Les atroces événements récents ont eu un retentissement dans les médias, mais l'extrême Nord-Est du pays ne détient pas le monopole de tueries — en grande partie commises par des enfants-soldats — et de graves violations des droits de l'homme. A l'intérieur du Maniema, du Nord et du Sud Kivu, des forfaits semblables sont commis, quoique à moindre échelle.

On se demande pourquoi la violence a atteint un tel degré. S'il n'est pas aisé de découvrir la cause fondamentale, on peut facilement dénombrer les composantes de cet ensemble désolant. La toile de fond est la misère généralisée. La grande majorité souffre d'une pénurie totale : « ventre affamé n'a point d'oreilles ». L'uniforme militaire, que ce soit celui d'un soldat ou celui d'un milicien, a joui toujours d'un malheureux prestige. Celui qui chausse des bottes militaires peut tout se permettre. Ajoutez une kalashnikov à la tenue et l'homme en uniforme s'arrogera le droit de tuer. Enfants et adolescents sont partout dans ces régions à explosion démographique. Alors, pourquoi pas dans les groupes armés ? On dira qu'ils sont seulement des "porteurs". En réalité ce sont des jeunes déscolarisés qui n'ont rien de mieux à faire que de suivre les gens en armes. Le sentiment d'appartenance ethnique fait aussi partie du tableau. Si on est "lendu", on se méfie des "hema". Cet aspect que nous venons de mentionner doit être conjugué avec la dynamique des mouvements de masse, qui semble dépouiller les personnes de leur responsabilité individuelle : « je fais ce que font les autres ; je ne peux pas me désolidariser du groupe ». Et en outre, paradoxalement, la religion entre en jeu pour compliquer davantage les choses. Ce ne sont pas seulement les victimes qui prient. Les attaquants le font aussi, dans un mélange bizarre de magie et religion.

Les frontières qui séparent la RD du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ne sont pas étanches. Il y a des pays exportateurs de guerre et le Nord-Est de la RD du Congo est la contrée malheureuse condamnée à faire de l'importation à cause du manque d'une armée ou d'un service de sécurité suffisamment puissants.

On n'a fait qu'énumérer quelques pièces de cette mécanique compliquée. Le moteur est la convoitise, car la violence se produit dans une région, celle de la RD du Congo, bien servie en richesses naturelles, ce qui n'est pas le cas des pays voisins : c'est un territoire où les gens vivent dans une misère incroyable à côté de richesses tout aussi incroyables. En Ituri, l'existence de pétrole vient s'ajouter à l'or de Kilomoto. Là et ailleurs le coltan continue à être un appât pour des oiseaux de proie. Il y a aussi du cobalt, de la cassitérite, des diamants. C'est une région riche en eau, avec l'abondance de la forêt. Il n'y a pas à s'étonner si des gens de l'extérieur accourent pour se servir...

Dans cet article je voudrais attirer l'attention sur cette région de la RD du Congo qui passe par des moments spécialement difficiles. Ce qui m'a poussé à l'écrire c'est le fait d'avoir participé à un séminaire où j'ai pu recueillir de l'information. Dans la première partie, je ferai un court résumé de ce qui y a été dit. Dans la deuxième, à titre personnel, je relèverai, trois problèmes qui, à mon avis, nécessitent une attention immédiate.

I. L'atelier de Panzi (Bukavu)

Misereor, l'ONG allemande bien connue, a organisé deux journées de consultations à Bukavu les 23 et 24 juillet. Il s'agissait d'explorer des voies qui aideraient à ce que la paix règne dans le Nord-Est de la RD du Congo et dans la région des Grands Lacs. Vingt-trois personnes ont répondu à l'appel. La plupart des personnalités étaient des résidents dans la ville de Bukavu mais il y avait aussi des représentants de Bunia, Goma, Uvira, Kasongo et Bujumbura. Le groupe était composé de membres de la société civile et de responsables d'organisations catholiques et protestantes.

Ce qui a mis Misereor en mouvement c'est un éveil d'intérêt de l'opinion publique allemande au sujet de la guerre des Grands Lacs. Suite aux événements de Bunia, le gouvernement allemand a approuvé l'envoi de troupes de la Bundeswehr pour renforcer la force internationale d'interposition. Même si les soldats germaniques n'avaient comme mission que de rester en Ouganda pour le soutien logistique et médical des soldats français, la décision a rouvert le débat sur le militarisme ou non-militarisme de l'Allemagne. Et, par ricochet, l'Afrique Centrale a été aussi mise en vedette.

1. Jugements biaisés sur le conflit

Les deux représentants de Misereor amenaient avec eux un échantillon de ce qui se dit en Allemagne : "L'attitude de l'Allemagne dans le conflit du Congo", un article de Dominic Johnson paru récemment dans la presse nationale.

Ce texte a servi de base pour le démarrage de la réflexion. L'article se veut polémique : son « lead » affirme que l'Allemagne avec un « objectif de paix » « contribue à la guerre ».

Dans le corps du texte, l'auteur défend la thèse que la politique allemande pour le Congo est inspirée par une « analyse erronée » qui « consiste à favoriser la paix en soutenant la mise en place d'un gouvernement congolais fort et en diminuant l'influence des pays voisins bellicistes, en particulier le Rwanda et l'Ouganda. ».

Après avoir concédé qu'il n'y a rien à redire sur le bien-fondé de cette thèse, il évoque quand même deux arguments qui la mettent en question:

Laurent-Désiré Kabila a suivi les traces de Mobutu : « Il ne se souciait guère de démocratie et a construit son propre pouvoir arbitraire ».

Cela a provoqué une nouvelle guerre (août 1998) : «avec une nouvelle ingérence du Rwanda et de l'Ouganda, mais cette fois-ci du côté des adversaires de Kabila. ».

Au sujet de cette idée — il s'agit d'un conflit interne au Congo. — l'auteur est explicite : «si l'accord de paix pour le Congo n'est pas encore entré dans les faits, c'est

aux rivalités entre les différents dirigeants congolais qu'on le doit». «Si, pour le pacifiste, il suffisait de retirer les troupes étrangères, la guerre aurait dû se terminer à l'automne dernier ». C'est seulement entre les lignes qu'on peut le lire, mais il n'y a pas de doute que l'article stipule qu'il s'agit d'une guerre civile et non pas d'une guerre d'occupation.

La deuxième moitié de l'article s'attarde sur des questions de politique allemande.

Le groupe réuni à Bukavu a été invité à porter un jugement objectif sur le contenu de l'article : ce qui est vrai et ce qui est faux.

Tout en reconnaissant que c'est vrai que le gouvernement de Kinshasa ne s'est pas occupé convenablement des problèmes de la population dans l'Est du pays, le groupe a été unanime à dire que c'est faux de nier la présence camouflée de soldats de l'armée rwandaise sur le territoire congolais et, plus en général, l'ingérence jusqu'à ce jour du Rwanda et de l'Ouganda dans les affaires de l'Ituri et du Nord et du Sud Kivu. Le Nord-Est de la RD du Congo expose aujourd'hui sa nudité, comme un arbre secoué par l'ouragan. Si dans le temps c'était le vent de l'Ouest, venant de Kinshasa, qui l'avait privé de ses fruits et feuilles, plus fort encore a été récemment le vent de l'Est, venant du Rwanda et de l'Ouganda.

2. Analyse de la situation sociale et politique

Le but de l'exercice n'était pas d'ouvrir une polémique sur le rôle du Rwanda et de l'Ouganda dans cette mêlée. Il devait servir à amorcer la réflexion et le dialogue. On est passé alors à inventorier les causes qui exacerbent le conflit.

Il y avait consensus sur la gravité extrême de la situation sociale dans la zone. Malnutrition et pénurie sont l'apanage de la vie des gens.

La spoliation récente de produits miniers par des non-Congolais est hors de doute et elle a été mise en lumière par la publication des deux "panels" d'experts envoyés en mission par les Nations Unies. Plus difficile que la dénonciation de cette exploitation illégale est l'élaboration d'un programme de leur exploitation au bénéfice du peuple.

Le foisonnement des gens armés dans les zones rurales accentue la misère de la population. Une jeunesse nombreuse, désoeuvrée et privée d'éducation formelle est une proie facile pour ceux qui veulent recruter des soldats ou des milices. La facilité avec laquelle ; on obtient des armes légères a été aussi un élément qui a aggravé les conflits.

On reconnaissait le besoin d'une intégration pacifique en RD du Congo de la population rwandophone présente dans la région depuis bientôt presque un siècle. On avouait aussi l'existence de tensions parmi les différentes ethnies qui peuplent la région.

Ces facteurs internes du conflit sont réels comme sont réelles les immixtions de la plupart des pays qui entourent la RD du Congo: le Rwanda d'abord, initialement par les agissements des "interahamwe" et des ex-FAR, puis par l'occupation de l'APR ; l'Ouganda ensuite, avec l'occupation effectuée par son armée ; le Burundi aussi, avec le FDD et le FNL qui ont des bases arrière dans le territoire congolais. De l'autre côté, le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie ont aidé Kinshasa avec leurs armées régulières. On peut aller plus loin et déceler la présence des Etats-Unis, des pays de l'Union Européenne et de l'Afrique du Sud qui auraient agi par personne interposée.

La « première guerre mondiale de l'Afrique » a donc été une réalité. Le grand Congo était un éléphant abattu et gisant par terre. Ils ont été nombreux les fauves qui se sont précipités pour avoir part au festin.

3. Communiqué de presse

De la verbalisation des problèmes existants on est passé à la recherche de solutions. Après avoir inventorié les attentes des différents participants, on a formulé des recommandations qui ont été adressées aux oeuvres de coopération, aux églises allemandes et aux politiciens allemands et européens. Le tout a été résumé dans un communiqué de presse dont nous copions ici le paragraphe central.

« La Société Civile, dans sa diversité, devrait bénéficier d'appuis accrus pour lui permettre de jouer efficacement son rôle dans le processus.

Concrètement, des actions vigoureuses doivent être menées pour que le rôle de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MONUC) passe d'une simple mission d'observation à celle d'une véritable mission de maintien de la paix ; pour que toutes les troupes étrangères encore présentes dans ce pays, souvent sous forme camouflée, se retirent effectivement pour qu'enfin la réhabilitation et la reconstruction de ce grand pays au centre de l'Afrique puisse commencer en toute sécurité. »,

4. Colère contenue

Les choses qui ont été dites, les jugements qu'on a formulés, les sentiments qui perçaient dans les groupes et à la pause-café ont mis en lumière qu'il était manifeste que les gens de la région sont fâchés.

L'état d'esprit généralisé était celui d'impuissance devant la dégradation de la vie économique, l'exploitation menée par des étrangers (notamment des Rwandais) et la violence des groupes armés. Il y régnait un sentiment de reconnaissance vis-à-vis des organisateurs de l'atelier. A ce "groupe de Panzi" (c'est comme cela que nous pouvons le nommer à cause du quartier de Bukavu où la réunion a eu lieu), ils avaient donné la possibilité au moins d'éventer leur frustration. Et, puisqu'ils venaient de l'Europe, on, avait l'impression que ce qu'on disait trouverait un écho. La multitude des malheurs de la région allait sortir de l'oubli international.

5. Trois questions à régler d'urgence

Les participants étaient frustrés mais non pas découragés. Et ils étaient suffisamment réalistes pour se rendre compte que les simples bons désirs ne résolvent pas les problèmes :

Il y a des attentes qui jaillissent spontanément du coeur : « plus de guerre ! » « que les enfants-soldats rentrent à l'école ! » « guerre à la misère et à la pauvreté ! » « que ceux qui appartiennent à différentes ethnies vivent en frères et soeurs ! ».

Ces cris du coeur utopiques sont inutiles si on ne découvre pas d'abord comment faire les premiers pas vers un avenir meilleur et si l'on s'attaque pas à délier les noeuds qu'on va rencontrer en chemin. Le chemin vers la paix ne manquera pas d'écueils.

Les accords politiques de Lusaka, Sun City et Pretoria montrent déjà une "carte routière" (reconnaissance de l'intégrité territoriale de la RD du Congo, un gouvernement de transition avec quatre vice-présidents, calendrier de deux ans vers les élections) et le groupe de Panzi manifestait son approbation pour que cette carte guide l'avenir proche du pays.

II. Trois problèmes urgents

A partir d'ici, je vais me permettre d'ajouter trois paragraphes qui n'ont pas été exprimés explicitement par le groupe de Panzi. Ce sont de cogitations personnelles sur ce qui devrait être fait immédiatement dans cette partie de la RD du Congo pour sortir de la situation malheureuse où elle se trouve. Il y a trois questions-clé qui, à mon avis, polarisent les ma (heurs actuels et auxquelles il faut s'attaquer :

1. L'insécurité et l'intégration des groupes armés dans la vie civile

En dehors des centres urbains, tels que Goma ou Bukavu, l'insécurité est une réalité indéniable. Rares sont les ONG internationales qui sont opérationnelles dans le milieu rural. Les membres de la MONUC (et pourtant ils se présentent comme des soldats professionnels) ne passent pas la nuit en dehors de leurs bases. Les congrégations religieuses féminines ont replié leurs soeurs dans les villes. A l'intérieur, des dispensaires sont pillés, des paroisses attaquées, des villages brûlés.

L'insécurité est une réalité parce que de nombreux groupes armés pullulent et font la loi. Sans vouloir être exhaustif et sans compter les armées du Rwanda et de l'Ouganda, voici quelques noms qu'on a entendus ces derniers temps et qui sont associés à des combats, tueries, mutilations, vols, viols, pillages et incendies provoqués: armée RCD, Mai-Mai, Interahamwe, ex-FAR, Padiri, Mudundu 40, Masunzu, FDD, FNL, MLC, Hemas, Lendus.

Les simples gens sont excédés. Les déplacés du milieu rural vers les centres urbains se comptent par milliers.

Un premier souhait formulé unanimement par "le groupe de Panzi" a été le retrait effectif de toute troupe étrangère, notamment de l'armée du Rwanda et de celle de l'Ouganda.

Ceci fait, dans l'immédiat, le besoin le plus pressant est celui de libérer la zone du banditisme violent, ce qui signifie démobiliser tous ces groupes armés.

Ce sera difficile, d'accord. Mais cela doit être possible puisque cela a été fait au Mozambique à la fin de sa guerre civile. Dans ce pays, quelque 90.000 combattants ont été aidés à rejoindre la vie civile. On y a mis l'argent qu'il fallait et – quelque chose de très important – c'est un organisme indépendant du gouvernement mozambicain qui s'est occupé de la tâche : les Nations Unies.

Dans le cas du Nord-Est du Congo, il faudrait commencer par recenser tous ces groupes armés : établir des listes aussi complètes que possible, autant pour le nombre de groupes et de personnes que pour celui des données révélant leur identité.

Ce recensement devrait être accompagné d'un essai d'inventaire des armes qu'ils possèdent.

Il est évident que le recensement ne peut pas se faire sans une motivation adéquate. Les gens en armes ne livreront pas leurs noms sans avoir reçu préalablement une promesse fiable d'une vie meilleure que celle qu'ils mènent dans le maquis.

Le recensement fait, ils seraient invités à livrer leurs armes et à être cantonnés dans des conditions dignes quant au logement et à la restauration.

Dans les lieux de cantonnement, sans trop tarder, il faut offrir à ces personnes la possibilité d'un genre de vie actif, honnête et attirant, c'est-à-dire, une de ces trois possibilités : études, travail, intégration dans l'armée et la police.

Nous touchons ici le point-clé : est-il possible aujourd'hui, au Kivu, en Ituri ou au Maniema, d'offrir à ces gens une alternative meilleure que ce qu'ils connaissent avec la kalashnikov à la main ?

Le modèle mozambicain a été de ne pas lésiner sur les moyens : à titre d'arriérés, on promettait à chaque combattant l'équivalent de deux années d'un salaire substantiel. Cela n'était pas donné d'un coup mais mois par mois pour éviter ainsi, sur l'espace de deux années, un retour éventuel à prendre les armes de la part des ex-combattants.

On pourrait penser à des émoluments pour des adultes allant jusque 100 \$ par mois et, pour les plus jeunes, à des offres de reprendre des études ou la formation professionnelle avec des émoluments proportionnels à leur âge.

Que dire des dizaines de millions de dollars que l'opération risque de coûter ?

C'est moins que ce que coûte une semaine de la guerre d'Iraq...

2. La misère et la relance de l'économie

Vis-à-vis de la démobilisation j'ai été catégorique : elle doit se faire et il faut une volonté ferme pour la mener à bout. Je suis moins sûr en ce qui touche la remise en marche de l'économie de la région après la cessation de la violence.

Il s'agit de la partie de la RDC la plus éloignée de Kinshasa. Revenir à une économie centralisée sur la capitale du pays n'a pas beaucoup de sens. A cause de cela, une idée commence à circuler. Je la présente seulement comme un "ballon d'essai", une possibilité à long terme dont il vaut la peine de soupeser les avantages et les risques : que se passerait-il si les quatre pays, la RDC, le Rwanda, la Tanzanie et le Burundi, devenaient un jour une zone de libre circulation de personnes et de biens ?

Certes, il est osé de prétendre que des pays jusqu'à hier ennemis deviennent si amis qu'ils permettent le libre commerce et la libre migration. Du point de vue économique, cependant, cela a un sens. Le désenclavement du Nord-Est du Congo se fera beaucoup plus facilement via Kampala et Nairobi ou via Kigali. Si ces pays joignent leurs forces, leurs économies sortiront gagnantes. S'ils s'enferment à l'intérieur de leurs frontières, ils condamnent le Nord-Est du Congo à passer par Kinshasa, ce qui est un détour absurde du point de vue coût, et qui n'était d'ailleurs pas pratiqué pour tout l'import-export. N'oublions pas qu'on avait à l'époque créé la « Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ».

Dans la guerre, le Rwanda a démontré une supériorité militaire sur le Congo. Ce petit pays a une armée mieux équipée, plus disciplinée et plus aguerrie que son voisin. L'occupation du territoire congolais était justifiée pour des raisons de sécurité : il fallait démanteler les bases des Interahamwe qui se préparaient à envahir le Rwanda.

La véritable raison en était que le Rwanda est trop peuplé et qu'il convoite les richesses naturelles du pays limitrophe. La menace expansionniste du Rwanda ne va pas cesser de sitôt.

La libre circulation des personnes et des biens permettrait au Rwanda de mettre à l'essai ses énergies expansionnistes non pas par la voie militaire mais par la voie légitime de l'esprit d'entreprise. Dans ce cas, la population congolaise devrait relever le défi et répondre aux initiatives rwandaises par un esprit de saine compétition.

Mais il est évident qu'il y a des risques dans cette libéralisation économique. L'exportation/importation pourrait reprendre les routes de la spoliation des richesses naturelles de la RDC. Comment s'assurer que les taxes d'exportation reviennent à la RDC et non pas aux pays voisins ? Comment faire pour que les mineurs artisanaux du coltan soient rémunérés en toute justice ? Comment favoriser le développement économique de Bunia, Beni, Butembo, Goma, Bukavu, Uvira, etc. en même que celui de Kigali et Kampala ?

L'idée est là. Je ne puis pas la pousser plus loin. Je sais que l'Union Européenne veut la mettre sur le tapis lors de la Conférence Internationale des Grands Lacs.

3. L'appartenance et l'harmonie inter-ethnique

J'emploie le mot "appartenance" par manque d'une étiquette meilleure. J'y mets deux choses : la question épineuse de la population rwandophone et la question ethnique des non-rwandophones, c'est-à-dire, la grande majorité de la population congolaise du Nord-Est de la république.

Le "groupe de Panzi" était unanime à reconnaître aux "Banyamulenge", au sens strict et large du mot⁽¹⁾, le droit de s'appeler Congolais et de jouir des mêmes droits que les autres Congolais. Ce qui les énervait c'était que certains Banyamulenge, quand ils traversent au Rwanda, se disent Rwandais et sont en possession d'une carte d'identité rwandaise. Et ce qui les énervait surtout c'était que certains Rwandais traversent la frontière, se disent Banyamulenge et sont en possession d'une "carte pour citoyen" congolais.

Si on arrive à une collaboration franche entre la RDC et le Rwanda, il est possible de concevoir un système selon lequel l'information circule entre les deux pays pour éviter qu'une personne ne possède deux cartes d'identité.

Il reste les tensions et divisions parmi les différentes ethnies au Congo, entre les hema et les lendu, les wanande et les bashi, les warega et les bembe, etc. Toute initiative de résolution des conflits et de recherche de réconciliation est la bienvenue. Cependant, la division ethnique est un symptôme et non pas la cause de la maladie. Je me demande si la cause dernière n'est pas l'extrême pauvreté. La misère est comme une cage qui enferme la population. Comme les gens ne voient pas une issue pour sortir de la pauvreté, ils se retournent les uns contre les autres. Qu'on leur donne de quoi s'occuper, qu'on leur offre des possibilités de collaborer pour le bien-être de tous, et l'harmonie entre les ethnies reviendra tel que cela s'est produit par le passé. Une économie florissante comporte un brassage de gens appartenant à différentes ethnies. C'est en travaillant ensemble qu'on peut re-découvrir l'accord mutuel.

⁽¹⁾ "Banyamulenge" au sens strict désigne les rwandophones qui habitent Mulenge, non loin d'Uvira. Par extension on a commencé à appeler "Banyamulenge" tous les Congolais d'expression rwandaise, par exemple ceux qui habitent à Goma, à Masisi, à Rutshuru, etc.

Conclusion

Dans les considérations personnelles de la dernière partie de cet article j'ai adopté un point de vue pragmatique – mettons d'abord les moyens pour arrêter le bain de sang – sans tenir compte des implications juridiques et morales. Est-il sage d'avoir mis entre parenthèses le fait indéniable qu'il y a eu des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui doivent être punis ? Je ne sais pas. Ce que je me dis c'est que, dans un incendie provoqué, on ne pense pas en premier lieu à arrêter le pyromane. Il faut d'abord éteindre le feu.

Les abominations commises dans la guerre des Grands Lacs réclament justice. Des tribunaux doivent être institués qui jugent ceux qui ont perpétré des atrocités. Cependant, pour que justice puisse se faire, il faut d'abord qu'il y ait un semblant de paix et un minimum de tranquillité. Le plan de démobilisation que j'ai essayé d'esquisser donne des pistes pour que, dans un premier temps, on arrête la folie. Seulement, il faut veiller à ce qu'il ne devienne pas une récompense à l'impunité: L'ivraie doit être séparée du bon grain et passer par le feu de la justice.

Joaquin CIERVIDE s.j.

Directeur Régional du Service jésuite
des réfugiés (JRS) dans les Grands Lacs

TABLEAU DES ABONNÉS D'HONNEUR 2003^(*)

1. M. Ambroise KABASELE LUABINGI, Adm.Dél.Adj.honoraire de la P.L.C., Kinshasa.
2. M. Jean-Louis HENKENS, GROUPE UNIBRA.
3. M. Nico den HOLLANDER, FONDATION HANNS SEIDEL, Kinshasa.
4. M. KALONJI Ntalaja, Professeur ord. Faculté des Sciences Economiques, UNIKIN, Kinshasa.
5. Honorable Léon NTUMBA KATSHINA, Directeur Général de l'Agence des Voyages et Frets « TOP BUSINESS », Kinshasa/Aéro-Ndolo.
6. S.E. M. Renier NIJSKENS, Ambassadeur de Belgique, Kinshasa.
7. Dr. NTUMBA MUKUNA, Centre Médical MEMORIAL, Matadi.
8. MENNONITE CENTRAL COMMITTEE, Kinshasa.
9. BRACONGO, Direction Générale, Kinshasa.
10. M. Cyrille MUBIMBA A'Shimba, Directeur Général adjoint de la MIDEMA, Kinshasa.
11. PRICE WATER HOUSE COOPERS, Bâtiment MIDEMA, Kinshasa.
12. M. KALALA Ilunga, Président du Conseil d'Administration de BRACONGO, Rép. Dém. du Congo.
13. M. Gaby MATSHAFU BIN SWEDI, Expert - Ministère des Mines, Kinshasa.
14. DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE, Kinshasa.
15. Mgr M. PLEVOETS, Paroisse universitaire Notre-Dame de la Sagesse, Kinshasa.
16. M. Thierry CLAEYS BOUUAERT, BELGOLAISE, Belgique.
17. M. MUSIYIRO Charles, Entreprise de Construction CASE sprl, Matadi.
18. RCN – Justice et Démocratie, ONG belge d'Appui à la justice, Kinshasa.
19. A.B.E.F./N.D., Association pour le Bien-Etre Familial-Naissances Désirables, Kinshasa
20. M. Ambroise TSHIMBALANGA, Administrateur des Sociétés, Kinshasa.
20. "BRACUDE", Base de Recherche-Action pour la Culture et le Développement, Avenue Mpolo n° 10, Mbanza-Ngungu, Bas-Congo.
21. M. Richard NGUB'USIM M.N., Professeur ordinaire à l'UNIKIN.
22. Me Mutoy MUBIALA, Genève, Suisse.
23. DIRECTEUR du Bureau du Haut Commissaire des Nations-Unies aux Droits de l'Homme en RDC, Kinshasa.
24. M. et Mme FLEISCHLE-JAUDAS, Allemagne.
25. Dr. NYAKABASA, Médecin à la Clinique NGALIEMA, Kinshasa.
26. MISEREOR, Allemagne.
21. NGALIEMA MEDICAL CENTER, Q. BASOKO, Commune de Ngaliema.).
22. M. Christian HEMEDI Bayolo, Président de l'Association pour la Renaissance au Congo « ARC-ONGDH », Kinshasa.
23. Me Dieudonné KALUBA Dib, e, Avocat près la Cour d'Appel, Kin/Gombe.).
24. M. MABAYA GIZI Amine, Kinshasa.
25. M. Jean-Jacques TSHAMALA, CICR-BAMAKO, Mali.

^(*) Ce tableau continuera d'enregistrer au fur et à mesure les noms des personnes physiques ou morales qui nous souscrivent un abonnement d'honneur.

23. Me TUNDA ya KASENDE, Avocat, Kinshasa.

24. M. KASILEMBO Kyakenge, M., Administrateur de COMPODOR, Kinshasa.